Surveillance et coopération financières régionales

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La leçon de 1997

La crise financière asiatique de 1997, qu'examine le chapitre D.III, a donné aux gouvernements d'Asie de l'Est une leçon sévère. Des pays qui avaient mené des politiques orthodoxes se retrouvèrent exposés à une fuite soudaine des capitaux. L'aide qu'ils reçurent du Fonds monétaire international était assortie de conditions que beaucoup, dans la région, jugeaient intrusives et en partie erronées. Une proposition japonaise de Fonds monétaire asiatique échoua en 1997 face à l'opposition des États-Unis et du FMI.[1] L'idée d'une source régionale de liquidités survécut sous une forme plus modeste.

Le 6 mai 2000, les ministres des Finances des dix États de l'ASEAN, de la Chine, du Japon et de la Corée se réunirent à Chiang Mai, dans le nord de la Thaïlande, et convinrent d'un réseau d'accords bilatéraux de swap, l'initiative de Chiang Mai.[2] Ces swaps permettaient à un membre en difficulté d'emprunter des devises auprès de la banque centrale d'un autre membre en échange de sa propre monnaie. Comme ils étaient bilatéraux, chaque swap devait être activé séparément, ce qui rendait le réseau lent et incertain en cas de crise.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Le filet de sécurité multilatéral

Les membres transformèrent donc le réseau en un accord multilatéral unique. La Chiang Mai Initiative Multilateralisation (CMIM, multilatéralisation de l'initiative de Chiang Mai), signée le 28 décembre 2009, entra en vigueur le 24 mars 2010 avec une dotation de 120 milliards de dollars US. Un amendement ultérieur doubla la dotation à 240 milliards de dollars US et porta de 20 à 30 % la part qu'un membre peut tirer sans programme du FMI. Les sources divergent sur la date de ce doublement. Les membres en convinrent lors de leur réunion de Manille en mai 2012, tandis que l'accord modifié prit effet en 2014. Un nouvel amendement, en vigueur depuis 2021, a porté à 40 % la part pouvant être tirée sans programme du FMI et a permis aux membres de contribuer en monnaies locales sur une base volontaire.[3]

La CMIM est un engagement et ne détient aucun fonds. Chaque membre s'engage à fournir, au moyen de swaps, un montant déterminé de ses réserves lorsqu'un autre membre fait appel au dispositif. Celui-ci comporte deux facilités établies : une facilité de stabilité pour les membres déjà confrontés à des difficultés de balance des paiements et une ligne de précaution pour les membres dont la situation risque de se dégrader. Une troisième, la facilité de financement rapide, est conçue pour les chocs soudains tels que les pandémies ou les catastrophes naturelles.[4] La facilité de financement rapide a pris forme en trois étapes, que les pages de l'AMRO relatent en des termes différents. Les membres convinrent en 2023 de la créer, en arrêtèrent la conception en 2024 et approuvèrent en 2025 l'amendement de l'accord qui l'introduit.[5]

Contributions et droits de vote

La répartition des engagements reflète le poids économique. La Chine, Hong Kong compris, et le Japon engagent chacun 76,8 milliards de dollars US, soit 32 % du total, et la Corée 38,4 milliards de dollars US, de sorte que les trois membres du Nord fournissent 80 %. Les dix membres de l'ASEAN apportent les 48 milliards de dollars US restants. Singapour engage 9,104 milliards de dollars US, soit 3,793 %, le même

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

montant que l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande. Avec un multiplicateur de tirage de 2,5, elle pourrait à son tour tirer jusqu'à 22,76 milliards de dollars US. Sa part des droits de vote est de 4,369 %.[6]

Pour Singapour, le dispositif est avant tout un acte de solidarité régionale. Avec des réserves officielles parmi les plus importantes du monde rapportées à la taille de son économie, la ville n'aura vraisemblablement jamais besoin de la facilité. Son engagement signale que la place financière a intérêt à la stabilité de ses voisins, dont les crises frapperaient aussi bien ses banques que son financement du négoce et son activité de gestion de fortune. L'assurance joue dans les deux sens, car une attaque contre la monnaie d'un voisin peut vite devenir un problème pour les banques qui lui prêtent depuis Singapour.

L'AMRO : de la société à l'organisation internationale

Un filet de sécurité exige que quelqu'un surveille les économies qu'il pourrait devoir soutenir. Les membres de l'ASEAN+3 créèrent donc un bureau de surveillance, l'ASEAN+3 Macroeconomic Research Office (AMRO, bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3). Comme la négociation et la ratification d'un traité auraient pris des années, l'AMRO fut d'abord constitué en 2011 sous la forme d'une company limited by guarantee (société à responsabilité limitée par garantie) régie par le Companies Act singapourien.[7] Ce montage permit au bureau d'engager du personnel, de louer des locaux et de commencer ses travaux pendant que les membres négociaient son statut définitif. La MAS (Monetary Authority of Singapore, l'autorité monétaire et de surveillance financière) indique une autre date pour la création de l'AMRO, mars 2010, qui correspond à l'entrée en vigueur de la CMIM et à la décision de créer le bureau.[8]

Les membres signèrent l'accord portant création de l'AMRO en octobre 2014. Entré en vigueur le 9 février 2016, il transforma la société en organisation internationale, un événement célébré lors d'une cérémonie au MAS Building le 19 février 2016.[9] Ses bureaux se trouvent au MAS Building, 10 Shenton Way, ce qui place le bureau régional de surveillance sous le même toit que la banque centrale et l'autorité de surveillance financière de Singapour.[10]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

La transformation d'une société singapourienne en organisation conventionnelle illustre un schéma récurrent. Le droit singapourien a fourni un véhicule qui a permis à un projet international de démarrer avant que les diplomates aient achevé leur travail. La même souplesse, que la Variable Capital Company (VCC) et le régime du trust offrent aux investisseurs privés (voir le chapitre E.IV), a ici servi un groupe d'États. Une fois le traité en vigueur, des privilèges et immunités pouvaient être conférés à l'organisation par ordonnance en vertu de l'International Organisations (Immunities and Privileges) Act.[11]

Les travaux de l'AMRO

L'AMRO décrit sa mission comme une contribution à la stabilité macroéconomique et financière de la région par la surveillance, le soutien à la CMIM et l'assistance technique. Ses membres sont les dix États de l'ASEAN ainsi que la Chine, Hong Kong (Chine), le Japon et la Corée, quatorze au total. Le bureau effectue des visites annuelles de consultation auprès de chaque membre, sur le modèle des consultations du FMI au titre de l'article IV, et publie des rapports par pays, des perspectives économiques régionales et des rapports sur la stabilité financière et la politique budgétaire. En 2019, année représentative d'avant la pandémie, il a effectué 13 visites annuelles de consultation et 15 visites intermédiaires.[12]

Ses prévisions sont suivies de près par les banques et les investisseurs de la région. Dans la mise à jour d'octobre 2026 de ses perspectives régionales, publiée le 5 octobre avec son rapport sur la stabilité financière, l'AMRO prévoyait une croissance de 4,1 % pour la région ASEAN+3 en 2026 comme en 2027, avec une inflation de 1,6 % en 2026 et de 1,7 % en 2027. Son économiste en chef a désigné le cycle d'investissement dans l'intelligence artificielle comme un soutien pour un éventail croissant d'activités régionales.[13]

Le FMI à Singapour

La relation de Singapour avec le FMI est antérieure à la plupart de ces dispositifs régionaux. Le pays a adhéré au Fonds en août 1966, un an après l'indépendance. Tharman Shanmugaratnam, alors vice-Premier ministre et ministre des Finances, a

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

présidé de 2011 à 2015 le Comité monétaire et financier international, principal organe ministériel du Fonds.[14] Le FMI continue d'examiner chaque année l'économie singapourienne. La dernière consultation au titre de l'article IV mentionnée en novembre 2026 sur la page pays du Fonds a été conclue par le Conseil d'administration le 9 juillet 2025, le rapport des services suivant le 16 juillet 2025.[15]

La présence institutionnelle du FMI dans la ville est l'IMF-Singapore Regional Training Institute, créé en 1998, l'année suivant la crise asiatique. Il forme des fonctionnaires des ministères des Finances, des banques centrales et des offices statistiques à la gestion macroéconomique et financière ainsi qu'aux questions juridiques et statistiques connexes. La MAS le décrit comme financé conjointement par le FMI, le gouvernement de Singapour et le gouvernement du Japon, tandis que le site internet de l'institut mentionne aussi le gouvernement de la Corée parmi ses partenaires.[16] Pour la place financière, l'institut est un atout discret. Des générations de fonctionnaires de la région ont passé des semaines à Singapour pour y apprendre les techniques de l'analyse budgétaire et monétaire. Beaucoup d'entre eux traitent ensuite avec les banques et les autorités de surveillance singapouriennes en tant que hauts responsables de leurs propres administrations.

Notes

1. Sur la proposition japonaise de Fonds monétaire asiatique de septembre 1997 et son abandon face à l'opposition des États-Unis et du FMI, voir Phillip Y. Lipscy, « Japan's Asian Monetary Fund Proposal », *Stanford Journal of East Asian Affairs*, vol. 3, n° 1, 2003, p. 93–104. ↩
2. Wikipedia, « Chiang Mai Initiative » (consulté en novembre 2026) : « the ASEAN Plus Three countries met on 6 May 2000 in Chiang Mai, Thailand », afin de mettre en place un réseau d'accords bilatéraux de swap. ↩
3. AMRO, « History » (amro-asia.org, consulté en novembre 2026) : accord global CMIM de 2019 portant la part non liée au FMI à 40 % ; 2021, « The amended CMIM Agreement comes into effect » ; AMRO, « Regional Financing Arrangements » (amro-asia.org, consulté en novembre 2026),

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

chronologie pour 2021 : l'accord modifié « increases the ILDP from 30 percent to 40 percent » et « institutionalizes local currency contributions in the CMIM on a voluntary and demand-driven basis » ; Wikipedia, « Chiang Mai Initiative » (consulté en novembre 2026) : accord signé le 28 décembre 2009 ; un « pool worth US$120 billion » lancé « on 24 March 2010 » ; AMRO, « History and Milestones » (amro-asia.org, consulté en novembre 2026) : accord CMIM en vigueur avec « size - US$120 billion, (2) IDLP - 20% » ; modifié en 2014 avec « size doubled to US$240 billion, (2) IDLP raised to 30% » ; Wikipedia, « Chiang Mai Initiative » (consulté en novembre 2026) : lors de la réunion de mai 2012 à Manille, les membres convinrent d'« expanding CMIM from current $120 billion to 240 billion » ; AMRO, « History and Milestones », date l'amendement de 2014. ↩

4. AMRO, « Supporting the Implementation of the CMIM » (amro-asia.org, consulté en novembre 2026) : « Collectively, members commit US$240 billion to support one another when needed » ; descriptions de la CMIM-SF, de la CMIM-PL et de la CMIM-RFF (« For urgent financing needs arising from sudden and exogenous shocks, such as pandemics or natural disasters »). ↩

5. AMRO, « History » (amro-asia.org, consulté en novembre 2026) : 2023, les membres conviennent d'« establish the Rapid Financing Facility (RFF) » ; 2024, les membres « finalized the establishment of the Rapid Financing Facility (RFF) » ; AMRO, « Regional Financing Arrangements » (amro-asia.org, consulté en novembre 2026), chronologie : la réunion de 2024 « endorsed the establishment of the Rapid Financing Facility (RFF) » ; 2025, les ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales approuvent l'accord modifié, qui « introduces the Rapid Financing Facility (RFF) ». La date d'entrée en vigueur de cet amendement n'est pas indiquée. ↩

6. AMRO, « Members and Voting Power », *Annual Report 2025* (amro-asia.org, publié en juillet 2026, consulté en novembre 2026), et AMRO, *Factsheet* (amro-asia.org, éditions 2020 et 2026), tableau « Members' Contribution & Voting Power » : Chine 76,80 milliards de dollars US (32,00 %), dont Hong Kong (Chine) 8,40 milliards de dollars US ; Japon 76,80 milliards de dollars US (32,00 %) ; Corée 38,40 milliards de dollars US (16,00 %) ; Plus Three

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

192,00 milliards de dollars US (80,00 %) ; ASEAN 48,00 milliards de dollars US (20,00 %) ; total 240,00 milliards de dollars US ; AMRO, *Factsheet* (amro-asia.org, consulté en novembre 2026) : Singapour, contribution financière de 9,104 milliards de dollars US (3,793 %), multiplicateur de tirage de 2,5, montant maximal de 22,76 milliards de dollars US, droits de vote de 12,304 voix (4,369 %), identiques à ceux de l'Indonésie, de la Thaïlande, de la Malaisie et des Philippines. ↩

7. AMRO, « History and Milestones » (amro-asia.org, consulté en novembre 2026) : « AMRO is established as a company limited by guarantee in Singapore in accordance with the Singapore Companies Act. » ↩
8. Monetary Authority of Singapore, « International Cooperation » (mas.gov.sg, consulté en novembre 2026) : « The ASEAN+3 Macroeconomic Research Office (AMRO), located in Singapore, was established in March 2010 ». ↩
9. AMRO, « AMRO is officially established as an international organization in February 2016 » (amro-asia.org, consulté en novembre 2026) : accord « signed by all ASEAN+3 members in October 2014 », qui « took effect on February 9, 2016 » ; cérémonie du « February 19, 2016 » tenue « at the MAS building in Singapore » ; transformation « from a company limited by guarantee to an international organization ». ↩
10. AMRO, *Factsheet* (amro-asia.org, consulté en novembre 2026) : « Headquartered in Singapore » ; adresse « 10 Shenton Way, #15-08 MAS Building, Singapore 079117 ». ↩
11. International Organisations (Immunities and Privileges) Act 1948 (éd. rév. 2020), qui permet de conférer par ordonnance des privilèges et immunités à des organisations internationales. ↩
12. AMRO, « Who We Are » (amro-asia.org, consulté en novembre 2026) : mission « To contribute to the macroeconomic and financial resilience and stability of the region through surveillance », avec soutien aux dispositifs régionaux de financement et assistance technique ; AMRO, *Factsheet* (amro-asia.org, consulté en novembre 2026) : les membres sont « the 10 member states of the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN), and China;

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Hong Kong, China; Japan; and South Korea » ; « its 14 member states » ; AMRO, *Factsheet* (amro-asia.org, consulté en novembre 2026), « Highlights of 2019 Activities » : 13 visites annuelles de consultation, 15 visites intermédiaires, 13 rapports annuels de consultation, un rapport phare (AREO). ↩

13. AMRO, communiqué de presse « ASEAN+3: Navigating Shocks Through Stronger Foundations and Deeper Financial Integration », Singapour, 5 octobre 2026, accompagnant l'ASEAN+3 Financial Stability Report 2026 et l'AREO October Update (copie PR Newswire, consultée en novembre 2026) : « Growth is projected at 4.1 percent in both 2026 and 2027 », inflation « at 1.6 and 1.7 percent, respectively » ; Bernama, « AMRO Slightly Raises ASEAN+3 2027 Growth Forecast To 4.1 Pct », 5 octobre 2026, citant l'économiste en chef Dong He : « The AI investment cycle is supporting a widening range of regional activities ». ↩

14. Monetary Authority of Singapore, « International Cooperation » (mas.gov.sg, consulté en novembre 2026) : « Singapore has been a member of the IMF since August 1966. » ; Monetary Authority of Singapore, « International Cooperation » (mas.gov.sg, consulté en novembre 2026), sur la présidence de l'IMFC par Tharman Shanmugaratnam de 2011 à 2015. ↩

15. Fonds monétaire international, page pays « Singapore » (imf.org, consulté en novembre 2026) : « last Article IV Executive Board Consultation was on July 9, 2025 » ; rapport pays au titre de l'article IV daté du 16 juillet 2025. ↩

16. IMF-Singapore Regional Training Institute, site internet (imfsti.org, consulté en novembre 2026) : le STI « was established in 1998 » en tant que « the International Monetary Fund's (IMF) regional training center for the Asia and Pacific region » ; adresse 79 Robinson Road, CapitaSky #16-01, Singapore 068897 ; Monetary Authority of Singapore, « International Cooperation » (mas.gov.sg, consulté en novembre 2026) : « The IMF-Singapore Training Institute (IMF-STI) was set up in Singapore in 1998 » ; « It provides training on macroeconomic and financial management, and related legal and statistical issues » ; financé conjointement par le FMI, le gouvernement de Singapour et le gouvernement du Japon ; site internet de l'IMF-STI (imfsti.org, consulté en

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

novembre 2026) mentionnant le gouvernement de la République de Corée comme partenaire supplémentaire. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com